

Capitalisation d'Expériences «Eau, Terre et Communautés»

Contexte de l'eau en Bolivie

Bolivie, 2007



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du Développement
et de la Coopération DDC**

inter
cooperation

Gestion des Ressources Naturelles
Economie Rurale
Gouvernance Locale et Société Civile

CONTEXTE DE L'EAU EN BOLIVIE

Au cours des dernières années, l'analyse de la problématique de l'eau et ses conséquences figure à l'agenda mondial comme thème dont la priorité est croissante. La Bolivie n'a pas seulement été immergée dans cet agenda, mais elle en a même montré le chemin et a constitué un pilier pour la construction d'une vision plus sociale de la gestion de cette ressource en cherchant à rompre les critères de mercantilisation qui considèrent l'eau comme un bien rare et économique, susceptible d'être soumis à la discipline du marché.

Les fleuves boliviens arrosent trois grands bassins : le bassin amazonien (66% du territoire) dont le fleuve Madera draine environ 95% des eaux du pays, le bassin du fleuve Plata (21% du territoire) et un bassin dénommé bassin fermé ou lacustre qui comprend les lacs Titicaca et Poopo ainsi que leurs fleuves tributaires autant en Bolivie qu'au Pérou. Les zones prédominantes sont la zone andine des hauts plateaux, celle des vallées interandines et celle des plaines. Les deux premières représentent environ un tiers de la superficie totale du pays (1.098.58 Km²) mais trois boliviens sur quatre des près de 10 millions de boliviens y habitent. L'utilisation de l'eau y est une priorité à cause de son accès restreint (droits, us et coutumes), de sa disponibilité temporaire (de 3 à 4 mois de pluie), de la pénurie (250-400 mm de pluie) ou de la demande (irrigation, eau potable, industrie).

En dépit des progrès dans les normes, principalement au niveau sectoriel (p.ex. la Loi sur l'Irrigation) et institutionnel (p.ex. la création du ministère de l'eau), la situation normative et institutionnelle formelle de l'eau en Bolivie est encore faible, incomplète, inexistante ou caduque (p.ex. la Loi sur les Eaux de 1906, le manque d'autorités dans le domaine de l'eau, l'absence d'un cadre normatif intégral qui tienne compte des utilisations multiples de l'eau, etc.). En effet, au niveau local prédominant encore des pratiques traditionnelles concernant l'accès à l'eau et la gestion de l'eau qui sont basées sur les us et coutumes (normes coutumières ou droit positif), qui coexistent avec le droit formel et qui sont soutenues par des structures ancestrales ou plus récentes mais socialement acceptées ou imposées.

En Bolivie, entre 80 et 85% de l'eau disponible est destinée à l'irrigation (CEPAL, 1998; Van Damme, 2002); c'est aussi dans ce secteur productif que l'on assiste aux conflits les plus graves, aussi bien à l'intérieur des secteurs qu'entre les secteurs, spécialement aux endroits où la pénurie et la gestion inefficace de l'eau en affecte négativement la disponibilité. C'est également à ces endroits que l'on multiplie les efforts locaux et institutionnels, dans le cadre d'espaces de concertation entre les multiples acteurs, en vue d'avancer vers une gestion intégrale de l'eau qui en améliore la durabilité et augmente la gouvernance locale et afin de réussir à avoir un accès plus équitable et équilibré à l'eau.

La recherche d'alternatives pour arriver à une gestion intégrale de l'eau au niveau local a motivé le groupe d'apprentissage à étudier le cas de Tiquipaya. Cette commune du département de Cochabamba (dont la capitale a été le scénario de la célèbre « Guerre de l'Eau » au cours de l'année 2000) où les contrastes entre la sécheresse et les inondations, liées respectivement aux périodes d'étiage et de précipitations (typiques des vallées interandines), la coexistence de modèles prédominants d'accès à l'eau et de gestion de l'eau avec les institutions et les normes formelles, la lutte constante entre l'accélération du processus d'urbanisation ainsi que les efforts des paysans pour éviter



la modification de l'utilisation actuelle du sol, etc., ont fait de Tiquipaya un endroit privilégié et emblématique pour le travail de plusieurs institutions. Celles-ci, à leur façon et selon leur propre vision, travaillent dans la formation de concepts, pas encore courants, de gestion intégrale de l'eau et des bassins versants.

D'autre part, la recherche de gouvernance, dans une situation de faiblesse gouvernementale, a provoqué une plus grande disposition chez les administrateurs de l'Etat à donner suite aux demandes des organisations ou mouvements sociaux, principalement à ceux des paysans et des indigènes. Dans ce but, ils ont élaboré – dans beaucoup de cas sous la menace de conflits – des scénarios de consensus ou de participation (plus ou moins formels, légitimes ou valables). Les changements obtenus comme la Loi sur l'Irrigation, l'établissement de structures sociales telles que l'ANARESCAPYS (Association nationale des cultivateurs ayant un droit d'irrigation et des systèmes communautaires d'eau potable et d'assainissement) ou d'espaces de concertation comme le CONIAG (Conseil Interinstitutionnel de l'Eau en Bolivie) sont nés à l'intérieur du scénario décrit. C'est pour cela que le processus de rédaction de cette norme sectorielle (Loi d'encouragement et d'appui au Secteur de l'irrigation pour la production agricole et forestière N° 2878 du 8 octobre 2004) a été identifié comme un sujet prioritaire présentant un intérêt pour l'analyse et la réflexion à l'intérieur du groupe d'apprentissage.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Direction du Développement
et de la Coopération DDC**

inter
cooperation
Gestion des Ressources Naturelles
Economie Rurale
Gouvernance Locale et Société Civile